



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/516
29 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 120 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES, ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Application des recommandations formulées par le Comité des
commissaires aux comptes dans son rapport pour l'exercice
biennal terminé le 31 décembre 1991¹

Rapport du Secrétaire général

INTRODUCTION

1. Au paragraphe 9 de sa résolution 47/211 du 23 décembre 1992, l'Assemblée générale a pris note avec préoccupation des constatations du Comité des commissaires aux comptes et prié le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies :

"a) De renforcer le contrôle budgétaire pour éviter que les dépenses ne dépassent les budgets ou les attributions de fonds qui ont été approuvés;

b) D'améliorer, en ce qui concerne l'acquisition de biens et de services, la politique d'achats du point de vue de la rentabilité et de la transparence, notamment en réduisant le nombre des dérogations à la procédure d'adjudication et en veillant à ce que les raisons de ces dérogations soient consignées par écrit;

c) De s'attacher, à titre prioritaire, à appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant le recrutement, la rémunération et l'appréciation du comportement professionnel des experts, des consultants et du personnel engagé pour des périodes de courte durée;

d) De mettre en place un système plus efficace de gestion et de contrôle de l'octroi des indemnités et prestations aux fonctionnaires;

e) De resserrer le contrôle du stock des biens durables dans tous les lieux d'affectation, s'agissant notamment des opérations de maintien de la paix; et de lui rendre compte à ces sujets lors de sa quarante-huitième session."

2. Au paragraphe 10 de la même résolution, l'Assemblée générale a réaffirmé "l'importance des calendriers d'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes approuvées par l'Assemblée générale et prié le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies de lui présenter à sa quarante-huitième session, par l'intermédiaire du Comité consultatif à sa session de printemps en 1993 et par l'intermédiaire des organismes intergouvernementaux compétents, un rapport pragmatique indiquant les mesures à prendre comme suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, y compris des calendriers d'application".

3. Le présent rapport a été établi comme suite à ces différentes demandes. Les informations qu'il contient ont été soumises au préalable au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dont les observations ont été prises en compte lors de l'élaboration du document.

4. En réponse aux préoccupations formulées au paragraphe 9 de la résolution 47/211, on indique dans le présent rapport les mesures qui ont déjà été, ou qui vont être prises pour appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes, en précisant, le cas échéant, le calendrier de leur mise en oeuvre et en donnant des explications plus détaillées lorsque cela peut permettre de mieux saisir les problèmes qui ont motivé les recommandations des commissaires aux comptes. D'autres questions évoquées dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes sont abordées dans l'annexe au présent document.

Renforcer le contrôle budgétaire pour éviter que les dépenses ne dépassent les budgets ou les attributions de fond qui ont été approuvés (par. 9 a) de la résolution 47/211 de l'Assemblée générale)

5. Cette demande de l'Assemblée générale fait écho à la recommandation formulée par le Comité des commissaires aux comptes au paragraphe 10 a) de son rapport, qui est libellée comme suit :

"Les dépenses devraient être suivies de plus près de façon à s'assurer qu'elles ne dépassent ni les crédits votés ni les allocations de crédits."

6. Au paragraphe 78 de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes déclare que les dépenses ont dépassé les crédits ouverts. Dans les observations qu'elle a formulées à l'intention des commissaires aux comptes, l'Administration a réaffirmé que les dépenses engagées se situaient dans les limites des crédits approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/184. Dans cette résolution, l'Assemblée autorisait le Secrétaire général à engager, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, un montant supplémentaire net de 13 867 100 dollars au maximum, au titre du budget ordinaire de l'exercice biennal 1990-1991. Or, le montant des dépenses supplémentaires ainsi engagées, avec l'accord du Comité consultatif, s'est élevé à 11 971 200 dollars - chiffre nettement inférieur au maximum autorisé.

7. Au paragraphe 81, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que les dépenses ne soient engagées que dans les limites des crédits votés et des affectations de crédits correspondantes. L'Administration souscrit à cette recommandation et prend actuellement des mesures pour y donner suite. Dans le cadre de la mise en place progressive du Système intégré de gestion, on élabore

/...

des procédures en vertu desquelles les dépenses ne pourront pas être engagées si les fonds ne sont pas disponibles; ces procédures devraient commencer à être appliquées au Siège en juin 1994 et environ un an plus tard dans les bureaux hors Siège.

Rendre la politique d'achats plus rentable et plus transparente, notamment en réduisant le nombre des dérogations à la procédure d'adjudication (par. 9 b) de la résolution 47/211 de l'Assemblée générale)

8. Cette demande reprend en partie la recommandation formulée par le Comité des commissaires aux comptes au paragraphe 10 q) de son rapport, où il est dit que :

"Les politiques en matière d'achats, d'adjudication et de biens durables devraient être revues afin d'améliorer la prestation de services".

Caractère exceptionnel de la procédure d'adjudication

9. Les politiques régissant la procédure d'adjudication et les dérogations à cette procédure sont clairement définies dans le règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU. La règle 110.18 est libellée comme suit :

"Sous réserve de la règle 110.19, les marchés relatifs à l'achat ou à la location de services, fournitures, matériel et autres articles nécessaires sont passés par adjudication ou sur appel d'offres. Les appels à soumissions sont faits au moyen de la publication ou de la distribution d'avis officiels d'adjudication. Toutefois, si la nature du travail en cause interdit la procédure d'adjudication et que l'on procède à un appel d'offres, l'analyse comparative de ces offres est consignée par écrit."

10. La règle 110.19 spécifie que :

"Les marchés peuvent être passés sans appel d'offres ni publicité préalable ou avis officiel d'adjudication lorsque :

a) La dépense à engager est inférieure à 20 000 dollars dans le cas du Siège de l'Organisation des Nations Unies, de l'Office des Nations Unies à Genève, de l'Office des Nations Unies à Vienne, du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains et inférieure à 5 000 dollars dans le cas d'une commission régionale de l'Organisation des Nations Unies, étant entendu que la commande doit être passée après une analyse des propositions d'entreprises concurrentes qui tiennent compte de leur conformité aux spécifications, du calendrier des livraisons ainsi que des prix ou, le cas échéant, des prix comparés;

b) Les prix ou tarifs sont fixés par une loi nationale ou par des organismes de réglementation;

c) Une normalisation des fournitures ou du matériel a été approuvée sur l'avis du Comité des marchés et rend impraticable la mise en concurrence;

/...

d) Les nécessités du service interdisent le délai inhérent à la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres;

e) Le marché concerne des spécialités ou des marchandises périssables;

f) Le marché à passer porte sur la fourniture de services requis par une tâche, à l'exclusion de services de personnel;

g) Le marché à passer porte sur des médicaments, des fournitures médicales, des fournitures d'hôpital ou de chirurgie ou des appareils de prothèse;

h) Le Sous-Secrétaire général aux services généraux ou les autres fonctionnaires habilités en vertu de la règle 110.16 estiment que la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres ne donnerait pas de résultats satisfaisants, auquel cas ils motivent leur décision par écrit."

11. Les règles en matière d'achats appliquées à l'ONU sont analogues et conformes à celles en vigueur dans un certain nombre d'Etats Membres. En particulier, l'application de critères tels que ceux susmentionnés pour les dérogations à la procédure d'adjudication n'est pas une pratique spécifique à l'ONU. Elle est nécessaire si l'on veut que la prestation de biens et de services soit efficace.

12. Pour l'exercice biennal 1990-1991, sur 1 168 marchés impliquant une dépense supérieure à 20 000 dollars, 407 (soit 34,9 %) ont été passés par adjudication. En 1992, sur 965 marchés impliquant une dépense supérieure à 20 000 dollars, 394 (soit 40,8 %) ont été passés selon cette procédure. Les autres marchés, qui relevaient des catégories définies dans la règle 110.19, n'ont pas donné lieu à la procédure d'adjudication; dans chaque cas, la commande spécifiait quelle était la catégorie invoquée pour justifier la dérogation à cette procédure.

Spécifications insuffisantes entraînant l'impossibilité de comparer les soumissions

13. Au paragraphe 234 de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que les propositions de projet soient étudiées à fond avant de procéder à l'appel d'offres et que les capacités internes en matière d'établissement de coûts estimatifs, de plans et de spécifications pour les projets et en matière d'évaluation des offres soient renforcées en conséquence. On prévoit d'appliquer à partir du début de 1994 une procédure en vertu de laquelle toute offre portant sur un montant supérieur à 100 000 dollars fera l'objet d'une évaluation extérieure pour déterminer si elle est satisfaisante. On établit actuellement un fichier d'experts auxquels il pourra être fait appel pour effectuer cette évaluation.

Mettre en place un système plus efficace de gestion et de contrôle de l'octroi des indemnités et prestations aux fonctionnaires (par. 9 d) de la résolution 47/211 de l'Assemblée générale)

14. Cette demande fait écho à l'une des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes au paragraphe 10 h) de son rapport, où il est dit ce qui suit :

"... Un système plus efficace de gestion et de contrôle des indemnités et prestations devrait être mis en place".

15. En réponse aux observations du Comité des commissaires aux comptes portant plus précisément sur le traitement des demandes d'indemnités pour frais d'études ou d'avances à ce titre, on fera remarquer qu'aucune indemnité n'a été versée aux fonctionnaires sans qu'ils n'aient soumis un certificat de scolarité délivré par l'établissement scolaire concerné. En outre, le délai nécessaire au traitement de ces indemnités a été en moyenne de deux mois à compter de la date de la réception de la demande, ce qui correspond au délai prévu dans l'instruction administrative se rapportant à cette question. Les retards constatés par les commissaires aux comptes ont été dus au fait que certains fonctionnaires avaient présenté une documentation incomplète, ce qui a obligé le Bureau de la gestion des ressources humaines à relancer ces fonctionnaires pour obtenir les documents qu'ils avaient omis de fournir.

16. Le Comité des commissaires aux comptes avait engagé instamment l'Administration à prendre immédiatement des mesures pour remédier aux carences relevées dans les procédures d'octroi et de traitement des indemnités et prestations, et avait demandé que la Division de vérification interne des comptes procède à une évaluation des méthodes utilisées. En avril 1993, la Division a effectué une évaluation des procédures de traitement des demandes d'indemnités pour frais d'études appliquées par le Bureau de la gestion des ressources humaines. A la suggestion de la Division, le Bureau a établi une liste de directives visant à renforcer les procédures de contrôle interne et à faciliter le traitement des demandes.

17. En ce qui concerne le problème plus général des contrôles internes relatifs au versement des indemnités et prestations, ainsi qu'il est indiqué dans un document sur la question et sur d'autres sujets apparentés présenté à l'Assemblée générale en octobre 1992 (A/47/510), le Secrétaire général considère que "le meilleur moyen de respecter l'équilibre entre ces deux impératifs - diligence dans la fourniture des services et respect des contrôles internes - est d'accélérer l'automatisation des opérations dans le cadre du Système intégré de gestion, plutôt que d'instituer des procédures manuelles très lourdes dont l'efficacité serait nécessairement limitée".

S'attacher, à titre prioritaire, à appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant le recrutement, la rémunération et l'appréciation du comportement professionnel des experts, des consultants et du personnel engagé pour des périodes de courte durée (par. 9 c) de la résolution 47/211 de l'Assemblée générale)

18. Cette demande de l'Assemblée générale correspond à la recommandation formulée comme suit, au paragraphe 10 p) du rapport du Comité :

/...

"Les instructions administratives concernant l'embauche, la rémunération et l'appréciation des experts et des consultants devraient être strictement respectées."

19. Après avoir examiné le recrutement d'experts et de consultants dans deux départements, dont l'un a pour mission essentielle de fournir aux gouvernements des services consultatifs et des experts au titre des projets, le Comité a constaté que dans de nombreux cas, un seul candidat recommandé était pris en considération. Le Comité a recommandé à l'Administration de prévoir des délais suffisamment longs pour le recrutement des consultants et de redoubler d'efforts pour faire figurer sur la liste des candidats ceux qui sont considérés comme les plus qualifiés pour une tâche donnée.

20. En ce qui concerne la fourniture aux gouvernements de services consultatifs et de personnel de projet, il convient de noter que, dans près de 40 % des cas, les gouvernements expriment leur préférence pour tel ou tel candidat. En outre, la pression constante qu'exerce la nécessité de nommer consultants et experts dans les plus brefs délais explique que, bien souvent, on ne dispose que d'une liste restreinte de candidats pour répondre aux besoins en matière de recrutement. L'Administration souscrit sans réserve à la recommandation du Comité selon laquelle il faudrait obtenir des délais suffisamment longs pour le recrutement de consultants et d'experts et reconnaît aussi, mais avec certaines réserves, que les noms de plusieurs candidats devraient être proposés, même lorsque les gouvernements ont indiqué leur préférence pour telle ou telle personne.

21. En octobre 1992, les observations du Comité ont été portées à l'attention de tous les directeurs du Département, responsables des activités de coopération technique, afin qu'ils examinent les mesures qui pourraient être prises pour résoudre les problèmes posés. Dans le même temps, les directeurs du Département ont été priés de s'efforcer d'élargir le champ de leurs recherches lorsqu'il s'agit de recruter experts et consultants. L'Administration s'efforce de recruter davantage de nationaux de pays en développement et davantage de femmes, et il convient donc de tenir compte du fait que l'accroissement du nombre de candidats recrutés dans ces catégories exige la coopération des gouvernements intéressés.

22. Le Comité a relevé que certains experts et consultants ont été réengagés à plusieurs reprises pour des périodes allant en tout jusqu'à huit années. L'Administration considère qu'il s'agit de cas isolés, dans des circonstances particulières au pays bénéficiaire.

23. Les fonctionnaires du Département qui sont responsables des activités de coopération technique ont été priés de ne pas signer de contrat de louage de services après que consultants et experts ont commencé à travailler. Un rappel a été distribué à tous les administrateurs de programme pour leur faire savoir qu'ils étaient collectivement chargés de veiller à ce que nul ne commence à travailler tant que les conditions administratives requises ne sont pas remplies. Il a en outre été rappelé aux administrateurs de programme que les demandes d'approbation rétroactive de contrats de consultant ne seraient pas admises.

/...

24. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a publié un document rappelant à tous les chefs de service administratif et fonctionnaires d'administration, au Siège, et à tous les chefs de service administratif et du personnel, dans les bureaux hors Siège, qu'ils devaient scrupuleusement respecter toutes les instructions administratives concernant l'embauche, la rémunération et l'appréciation du comportement professionnel des experts et consultants, et donner des instructions à cet effet à tous les membres concernés de leur département ou de leur bureau. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a récemment mis au point un système informatique qui permet de contrôler plus facilement le respect de ces instructions. Ce système permettra en outre d'obtenir, plus rapidement et plus efficacement que par le passé, des relevés d'information, concernant notamment les qualifications des experts et consultants recrutés, les montants des rémunérations et la durée des contrats. Ce logiciel a été conçu à l'origine pour être utilisé au Siège, mais des copies en sont mises à la disposition des lieux d'affectation dotés des moyens informatiques requis. L'adoption du Système intégré de gestion facilitera aussi le contrôle des contrats de louage de services dans d'autres lieux d'affectation.

Resserrer le contrôle du stock des biens durables dans tous les lieux d'affectation, s'agissant notamment des opérations de maintien de la paix (par. 9 e) de la résolution 47/211 de l'Assemblée générale)

25. Cette demande de l'Assemblée générale correspond à la recommandation formulée par le Comité des commissaires aux comptes au paragraphe 10 q) de leur rapport, dans lequel ils ont recommandé ce qui suit :

"Pour tous les biens de l'Organisation des Nations Unies, il faudrait instituer un contrôle financier et définir les responsabilités."

Au paragraphe 10 w) de son rapport, le Comité a en outre recommandé ce qui suit :

"Des mesures devraient être prises pour comptabiliser et contrôler de façon adéquate les biens durables détenus par toutes les missions extérieures et rendre compte de leur utilisation."

Définition des biens durables

26. Aux paragraphes 256 et 257 de son rapport, le Comité a examiné la question de la gestion des biens et s'est attaché à définir quels étaient les articles pour lesquels il fallait tenir une comptabilité. L'instruction administrative ST/AI/374 du 16 janvier 1992 traite de l'établissement de normes applicables au contrôle des biens durables (ou "non fongibles"). Les biens non fongibles y sont définis comme suit :

"Il faut entendre par biens non fongibles les articles ou le matériel dont la valeur unitaire est égale ou supérieure à 1 500 dollars à l'achat et dont la vie utile est de cinq ans au moins."

/...

27. Dans l'instruction administrative ST/AI/374, les "biens fongibles" sont définis comme étant des articles dont le prix d'achat initial est inférieur à 1 500 dollars, ou d'un prix d'achat initial de 1 500 dollars au plus, mais dont la vie utile est inférieure à cinq ans.

28. Parmi les articles désignés sous le nom de "biens fongibles", l'instruction administrative ST/AI/374 distingue certains "articles spéciaux", pour lesquels il est tenu une comptabilité matières et procédé au contrôle des stocks. Ces articles sont définis comme suit :

"Il s'agit de biens considérés comme tentants et dont la valeur est égale ou supérieure à 500 dollars" et "des biens pour lesquels des bordereaux de réception ont été établis".

29. Cette comptabilité matières est tenue par les départements et bureaux concernés. Il est cependant nécessaire d'apporter des éclaircissements en ce qui concerne les définitions. De nombreux articles, jusque-là considérés comme "spéciaux", deviennent "normaux", et l'on est en train de réexaminer les documents comptables pour s'assurer que les articles dits "spéciaux" répondent bien à cette dénomination.

30. Au paragraphe 260 de son rapport, le Comité a relevé certaines insuffisances dans l'inventaire physique des biens non fongibles effectué au Siège, en décembre 1991. Certaines données, qui à l'époque n'étaient pas disponibles, ont depuis été ajoutées, et l'inventaire est donc désormais à jour.

Absence d'une règle de réimputation des biens fongibles

31. Les commissaires aux comptes ont relevé des incohérences dans l'application de la réimputation des biens fongibles et dans son traitement comptable. Un contrat spécifique a été passé avec un fournisseur de matériel et de fournitures de bureau : ce contrat tend à simplifier la procédure et à la rendre plus efficace en permettant de recevoir les fournitures plus rapidement, à meilleur prix et sans qu'il soit nécessaire de maintenir des stocks importants à l'Organisation. A cette fin, un compte centralisé a été créé et placé sous la responsabilité du Service des activités commerciales, des achats et des transports du Bureau des services généraux, sur lequel les services du Secrétariat peuvent imputer leurs besoins courants en matériel et fournitures de bureau. Leurs besoins ont donc été pris en considération pour la répartition des coûts. Des efforts sont faits pour surveiller la consommation des différents départements et pour porter toute augmentation anormale des demandes de fournitures fongibles à l'attention des services administratifs compétents pour qu'ils prennent les mesures appropriées.

/...

Contrôle des biens insuffisant en ce qui concerne les projets de l'ancien Département de la coopération technique pour le développement dans les bureaux extérieurs ayant fait l'objet d'une vérification

32. Pour répondre aux observations du Comité concernant les faiblesses qu'il a relevées dans le contrôle des biens lors de la vérification des comptes des bureaux extérieurs, le Département chargé de la coopération technique (c'est-à-dire l'ancien Département de la coopération technique pour le développement) a pris des mesures au Bangladesh, au Mozambique et au Pakistan pour faire en sorte que le matériel soit marqué et recensé comme il se doit et que les fichiers d'inventaire soient actualisés. Ces procédures seront rappelées aux bureaux extérieurs.

33. En ce qui concerne la cession de matériel à un gouvernement donataire, deux affaires restent encore à régler et les efforts se poursuivent pour mener à bonne fin le transfert du matériel en question au gouvernement bénéficiaire.

Comptabilité matières pour les missions

34. S'agissant des problèmes relatifs à la comptabilité matières qui ont été identifiés en ce qui concerne les missions, 23 missions sur 27 ont fourni au Siège des relevés d'inventaire de biens non fongibles. Les quatre autres missions achèvent actuellement leurs inventaires et l'on espère que des rapports seront soumis avant la fin de l'année.

35. Les consultations se poursuivent avec les Etats Membres en ce qui concerne l'évaluation du matériel appartenant aux contingents. L'Administration a l'intention de tenir une série de réunions avec les gouvernements contributeurs, en vue de présenter un document de consensus au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale pour approbation.

Note

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 5 (A/47/5).

/...

ANNEXE

<u>Recommandations</u>	<u>Mesures prises</u>	<u>Mesures en cours d'exécution</u>	<u>Observations</u>
1. "Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les programmes d'assistance humanitaire et économiques concernant l'Afghanistan (UNOCA) devrait appliquer immédiatement les Directives relatives à l'acceptation, l'évaluation, la garde, l'utilisation et la cession éventuelle des contributions en nature à l'opération Salam." <u>Recommandation 10 b)</u>	Des directives ont été publiées, ainsi que l'a noté le Comité des commissaires aux comptes.		
2. "L'UNOCA devrait établir des critères permettant de considérer les engagements fermes comme des contributions confirmées et de les comptabiliser dans les comptes appropriés." <u>Recommandation 10 c)</u>			Le Règlement financier et les Règles de gestion financière de l'Organisation fournissent des directives quant aux engagements à comptabiliser.
3. "Une plus grande efficacité devrait être recherchée dans la gestion des liquidités, en particulier en ce qui concerne la formulation de la politique de placement et le montant des liquidités détenues dans les banques." <u>Recommandation 10 d)</u>	La politique de placement a été approuvée par le Contrôleur en juin 1993.	Le Trésorier réorganise et restructure les comptes bancaires principaux et perfectionne l'établissement des prévisions de caisse. Cette opération, lancée à l'automne 1993, devrait être achevée au printemps 1994.	
4. "Il ne peut être consenti d'avances à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sans autorisation de l'Assemblée générale." <u>Recommandation 10 e)</u>	L'Assemblée, dans sa résolution 47/227 du 8 avril 1993, a décidé que, conformément aux recommandations du Secrétaire général, la propriété de l'immeuble du siège de l'UNITAR serait transférée à l'Organisation en compensation de l'annulation de la dette de l'Institut, du règlement de ses obligations financières pour 1992 et des coûts de la phase de transition pour le premier semestre de 1993.		

<u>Recommandations</u>	<u>Mesures prises</u>	<u>Mesures en cours d'exécution</u>	<u>Observations</u>
<p>5. "La mesure dans laquelle le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) est autorisé à s'écarter des instructions administratives de l'Organisation doit être expressément établie." <u>Recommandation 10 f)</u></p>	<p>Le Bureau de Genève du Département des affaires humanitaires (ancien Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe) n'est pas autorisé à s'écarter des instructions administratives de l'Organisation et agit désormais en conformité avec ces dernières.</p>		
<p>6. "La Commission économique pour l'Afrique devrait renforcer ses contrôles internes et ses contrôles comptables." <u>Recommandation 10 g)</u></p>	<p>La Section du budget et des finances de la Communauté économique européenne pour l'Afrique (CEA) a désormais un nouveau chef. De nouveaux contrôles internes ont été mis en place et les procédures et contrôles existants ont été renforcés. Il a été mis fin aux versements en espèces en faveur de fonctionnaires. Le Caissier de la CEA, qui est aujourd'hui placé sous l'autorité directe du Chef de la section du budget et des finances, a reçu pour ordre de ne pas établir de chèque à vocation générale au nom de fonctionnaires des finances.</p>		
<p>7. "Les déficiences du système de tableaux d'effectifs devraient être évaluées et des améliorations apportées. A l'Office des Nations Unies à Genève, les tableaux d'effectifs devraient être alignés sur ceux qui ont été approuvés. A la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la structure organisationnelle devrait être rationalisée. L'Office des Nations Unies à Genève et la CEA devraient évaluer régulièrement leurs besoins en personnel." <u>Recommandation 10 i)</u></p>	<p>Le Département de l'administration et de la gestion a mis au point une procédure selon laquelle les données provenant de certaines formules de notification administrative (formules P.5) sont automatiquement intégrées au système informatisé du Groupe des états de paie (Division de la comptabilité) sans avoir à être manuellement saisies par les agents de ce service.</p>	<p>A Genève, l'on continue de régulariser la situation des fonctionnaires dont la classe est supérieure à celle du poste dont ils sont titulaires.</p> <p>Dans le cadre de la réorganisation projetée des divisions de la CEA, il est recommandé d'en réduire le nombre de 11 à 9, par un regroupement fonctionnel des programmes et activités qui permettra de mieux définir les attributions et habilitera les responsables à exercer un plus grand contrôle.</p>	

/...

<u>Recommandations</u>	<u>Mesures prises</u>	<u>Mesures en cours d'exécution</u>	<u>Observations</u>
<p>8. "Les ressources en personnel de la Division de vérification interne devraient être renforcées quantitativement et qualitativement afin d'assurer des opérations adéquates de vérification. La planification des opérations de vérification des comptes devrait être améliorée. Les conclusions et les recommandations des vérifications internes devraient faire l'objet d'un suivi approprié. Les conflits d'intérêt potentiels devraient être évités." <u>Recommandation 10.i)</u></p>	<p>Plusieurs postes financés à l'aide de fonds extrabudgétaires prélevés sur le compte d'appui des opérations de maintien de la paix ont été mis à la disposition de la Division.</p> <p>La Division a désigné un certain nombre de vérificateurs pour vérifier tout spécialement les activités se rapportant au maintien de la paix.</p> <p>Le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion a établi des directives précises à l'intention de tous les chefs de département et de bureau, y compris les bureaux extérieurs, dans lesquelles sont fixés les délais impartis pour la présentation, par la Division, des rapports de vérification et la soumission, par les directeurs des programmes, des observations quant à la suite qu'ils y ont donnée.</p>	<p>Des plans relatifs à la réalisation, dans un avenir proche, d'une étude approfondie du fonctionnement de l'Office des Nations Unies à Genève sont à l'examen. Pour ce qui est de la CEA, la réorganisation mentionnée ci-dessus portera également sur les tableaux d'effectifs.</p>	<p>Le Sous-Secrétaire général aux inspections et investigations étudie les carences qui existent au niveau de la planification des opérations de vérification tant au Siège qu'à Genève, de manière à ce que des mesures correctives soient prises rapidement.</p> <p>Des mesures sont prises pour faire en sorte que, dans le but d'éviter des conflits d'intérêt potentiels, les fonctionnaires de la Division ne puissent avoir de fonctions officielles dans les organes de représentation du personnel ou les comités de coordination entre l'Administration et le personnel.</p>

<u>Recommandations</u>	<u>Mesures prises</u>	<u>Mesures en cours d'exécution</u>	<u>Observations</u>
<p>9. "Lors de l'établissement de nouvelles institutions, il faudrait éviter de prévoir des fonctions administratives faisant double emploi avec celles déjà disponibles. Le contrôle de l'exécution des programmes devrait être amélioré, tout comme les délais de mise en oeuvre des projets. L'organisation et la structure des effectifs du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires devraient être revues." <u>Recommandation 10 k)</u></p>	<p>Les prévisions révisées pour l'exercice biennal 1992-1993 témoignent des mesures prises pour supprimer les fonctions administratives faisant double emploi.</p> <p>L'Assemblée est saisie, à sa quarante-huitième session, d'un rapport du Secrétaire général (A/48/452) dans lequel sont étudiés les divers systèmes qui responsabilisent les fonctionnaires et les mettent dans l'obligation de présenter des justifications; le rapport présente également les conclusions du Secrétaire général concernant le renforcement de l'obligation redditionnelle et de la responsabilité des directeurs de programme.</p> <p>Certains services du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires ont été réorganisés.</p>	<p>L'on examine actuellement les tableaux d'effectifs des MULPOC.</p> <p>Il est tenu compte, dans le plan de réorganisation de la CEA, de la nécessité de remédier aux problèmes qui se posent au niveau des produits.</p>	<p>Pour l'emplacement des locaux, il doit être tenu compte des vues du pays d'accueil.</p>
<p>10. "La CEA devrait renforcer et améliorer la surveillance et la coordination de ses Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projet (MULPOC) et améliorer sensiblement la gestion des programmes." <u>Recommandation 10 l)</u></p>	<p>La publication du <u>Bulletin</u> a été suspendue.</p>	<p>Les normes concernant les locaux sont à l'étude.</p>	<p>Le Centre des droits de l'homme reconsidère l'opportunité de reprendre la publication du <u>Bulletin</u> sous sa forme actuelle.</p>
<p>11. "La publication du <u>Bulletin des droits de l'homme</u> devrait être reconsidérée." <u>Recommandation 10 m)</u></p>			

<u>Recommandations</u>	<u>Mesures prises</u>	<u>Mesures en cours d'exécution</u>	<u>Observations</u>
12. "Il faudrait établir des directives sur la façon de liquider les créances et les dettes anciennes." <u>Recommandation 10 n)</u>		Des directives sont à l'étude qui prévoient un calendrier des mesures à prendre pour liquider ces créances et dettes et fixent une date limite pour la présentation d'une recommandation tendant à inscrire ces créances au compte des profits et pertes lorsqu'il n'a pas été possible de les recouvrer.	
13. "Les contrôles budgétaires pour les fonds généraux d'affectation spéciale, les fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique et les dépenses correspondantes d'appui aux programmes devraient être améliorés et réalisés conformément aux instructions administratives applicables." <u>Recommandation 10 o)</u>	Les fonds d'affectation spéciale sont périodiquement examinés et, chaque fois que possible, des mesures sont prises, selon que de besoin, pour les clore. Des plans de dépenses détaillés ont été élaborés, qui serviront à déterminer les attributions de fonds au titre des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique.		
14. "Les politiques en matière d'achats, d'adjudication et de biens durables devraient être revues afin d'améliorer la prestation de services. Pour tous les biens de l'Organisation des Nations Unies, il faudrait instituer un contrôle financier et définir les responsabilités." <u>Recommandation 10 q)</u>	Pour remédier aux retards, l'on a établi, à l'intention des fournisseurs, des calendriers de livraison plus réalistes et l'on a intensifié les mesures de suivi. La société auprès de laquelle sont achetées les fournitures de bureau n'est désormais tenue de présenter que les rapports jugés utiles au regard du contrat spécifique conclu avec elle et doit veiller à ce qu'il en soit accusé réception.		Les rapports de réception et de contrôle ne s'appliquent ni aux travaux de construction ni aux services de consultants. D'autres moyens d'accuser réception des produits de ce type s'appliquent en fonction du mode d'expédition.

Observations

Mesures en cours d'exécution

Mesures prises

Recommandations

Il a été rappelé aux autorités des pays concernés qu'elles doivent présenter les candidatures dans les délais impartis.

Il a été rappelé aux Représentants résidents qu'ils doivent respecter les règles concernant la présentation des rapports d'évaluation.

15. "Le système et les procédures appliquées pour le choix des boursiers et le suivi de leurs performances au Service des bourses devraient être améliorés." Recommandation 10 r)

Les boursiers se voient désormais

notifier leur obligation de présenter des rapports de stage et de fin de stage.

Le système intégré de gestion (SIG) est modifié en permanence. L'Assemblée est saisie, à sa quarante-huitième session, du cinquième rapport intérimaire du Secrétaire général sur la question.

16. "Le système intégré de gestion devrait être développé et repensé en permanence pour tenir compte des évolutions et politiques récentes." Recommandation 10 s)

Un descriptif des attributions et de l'organisation du Département des opérations de maintien de la paix sera publié sous peu.

Une circulaire du Secrétaire général (ST/SGB/264), en date du 13 septembre 1993, indique que la Division des opérations hors Siège est rattachée au Département des opérations de maintien de la paix, avec effet au 1^{er} septembre 1993.

17. "Le rôle, les fonctions et les responsabilités de la Division des opérations hors Siège ainsi que ses relations fonctionnelles avec les autres bureaux s'occupant du maintien de la paix devraient être clairement définis, compte tenu de la multiplication des besoins en la matière." Recommandation 10 t)

Les fonctionnaires de la Section des finances et du budget des missions, qui relève de la Division des opérations hors Siège, ainsi que ceux des autres sections intéressées de cette division, ont reçu pour ordre d'appliquer cette recommandation.

18. "Le maintien dans les comptes d'engagement non réglés, conformément aux articles 4.3 et 4.4 du règlement financier, devrait être fondé sur l'exercice comptable de chaque mission extérieure et non sur l'exercice biennal." Recommandation 10 u)

<u>Recommandations</u>	<u>Mesures prises</u>	<u>Mesures en cours d'exécution</u>	<u>Observations</u>
19. "Les efforts de tous les bureaux s'occupant de l'achat de biens pour les activités de maintien de la paix devraient être adéquatement coordonnés de façon à accélérer l'ensemble du processus." <u>Recommandation 10 v)</u>	Le Directeur de la Division des opérations hors Siège a créé une section de planification et de la coordination qui est chargée de veiller à ce que soient déterminés, avant le lancement d'une mission, les biens qu'il sera nécessaire d'acheter.	<p>Le développement du SIG permettra de relier le système informatisé de la Division des opérations hors Siège à celui du Service des activités commerciales, des achats et des transports.</p> <p>La dépréciation des stocks doit faire l'objet de discussions plus approfondies.</p>	